

ALGER16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1427 du Mardi 13 Janvier 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE
SPORTS
SANTE
REGION
CULTURE
PUBLICITE
[alger16 le quotidien](#)
SCAN ME



GROGNE DES TRANSPORTEURS



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE LA NATION REMET
SON RAPPORT AU CHEF DE L'ÉTAT

P. 16

CÉLÉBRATION DE YENNAYER SUR LE TERRITOIRE NATIONAL



ENTRE TRADITION
ET AFFIRMATION POLITIQUE

P. 9

TOURISME



ORAN CLASSÉE 7^e DESTINATION
MONDIALE PAR LE NEW YORK TIMES

P. 2

Dossier

CONSOMMATION DE DROGUE AU SEIN DES ÉCOLES

CE POISON QUI MINE L'AVENIR

HOURIA MEKFOUTJI. EXPERTE EN SOCIOLOGIE À ALGER16:

«UN DÉPISTAGE SANITAIRE PÉRIODIQUE
AU SEIN DES ÉCOLES EST INDISPENSABLE»

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ABIR MENASRIA

Pp. 4 et 5

AUX JEUNES ALGÉRIENS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE À L'ÉTRANGER

L'APPEL DU CHEF DE L'ÉTAT

Le président de la République,
M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier
Conseil des ministres, a décidé de
régulariser la situation de jeunes
Algériens se trouvant à l'étranger dans
des situations précaires et illégales,
qui ont été manipulés dans le but
de les utiliser contre leur pays...

- DES ORGANISATIONS ET DES INSTANCES
NATIONALES SALUENT LA DÉCISION
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



P. 3

Saviez-vous

LANCÉMENT DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'ACADEMIE SPORTIVE DE L'UNIVERSITÉ D'ALGER 3



L'Université d'Alger 3 a annoncé, samedi dernier dans un communiqué, le lancement de la plateforme numérique de l'Académie sportive, une initiative pionnière constituant une première du genre dans le domaine sportif au niveau des universités algériennes. A l'occasion de la célébration du premier anniversaire de la création de l'Académie sportive de l'Université d'Alger 3, le recteur, Pr Khaled Rouaski, a supervisé le lancement de la plateforme numérique moderne dédiée à la gestion de cette académie, offrant ainsi aux adhérents un système de services intégré comprenant l'inscription électronique, le paiement électronique et un suivi sportif précis et continu des talents prometteurs", ajoute le communiqué. L'importance de cette plateforme innovante réside dans sa vocation à transformer l'académie en un espace numérique intégré à 100%, précise la même source. Lors de cet événement, le

recteur de l'Université d'Alger 3 s'est "enquis de l'état d'avancement de l'application de la bourse d'excellence sportive, destinée aux membres et enfants de la communauté de l'Université d'Alger 3", note le communiqué, ajoutant que "cette initiative qualitative a permis l'adhésion à un programme de formation sportive de haut niveau, traduisant ainsi l'engagement constant de l'établissement à former l'élite sportive et à fournir des services de haute qualité, sous l'encadrement de professionnels spécialisés". La cérémonie de lancement de cette plateforme qui s'est déroulée en présence de responsables et d'universitaires, a été clôturée par "la distinction de sportifs de l'académie parmi les élèves brillants des cycles primaire et moyen, en vue de les encourager à poursuivre leur parcours d'excellence et de consacrer le principe de complémentarité entre la réussite scolaire et l'exploit sportif.

TOURISME

ORAN CLASSÉE 7^e DESTINATION MONDIALE PAR LE NEW YORK TIMES



La ville d'Oran s'est hissée à la septième place du prestigieux classement annuel du *New York Times* des 52 meilleures destinations touristiques mondiales à visiter en 2026, grâce à la richesse de son patrimoine historique, à son effervescence culturelle et à son attractivité touristique croissante.

Dans sa sélection intitulée « 52 Places to Go in 2026 », le quotidien américain souligne que « tandis que l'Algérie s'impose progressivement comme une destination touristique, Oran, ville portuaire de la Méditerranée, connaît un renouveau culturel remarquable, mêlant un passé riche à une énergie nouvelle et audacieuse ».

Le journal met en lumière les atouts de cette cité « perchée sur des collines offrant des panoramas méditerranéens exceptionnels », riche en palais et en forteresses, citant notamment le Théâtre régional d'Oran, joyau architectural centenaire récemment restauré, qui propose désormais une programmation artistique contemporaine variée.

Le *New York Times* invite également les visiteurs à flâner « le long du front de mer », où la réhabilitation des balcons de style Art déco a donné naissance à des cafés, des galeries et des espaces accueillant des concerts en plein air.

Présentée comme le « berceau du raï, genre musical folklorique algérien », Oran renait aujourd'hui comme un haut lieu de la créativité et de la vie nocturne. « Chaque été, la ville accueille le Festival national du raï, un rendez-vous d'une semaine réunissant musiciens et DJ, qui confirme son statut de capitale du rythme en Afrique du Nord », ajoute le quotidien.

Ce classement placé ainsi Oran devant plusieurs capitales européennes, incarnant l'image d'une Algérie à la fois attachée à son histoire et résolument tournée vers l'avenir dans un contexte marqué par une dynamique touristique en nette progression ces dernières années.

Cheklat Meriem

PRIX INTERNATIONAL D'ALGÉRIE DE RÉCITATION ET DE PSALMODIE DU SAINT CORAN LES FINALES PRÉVUES LUNDI PROCHAIN

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a annoncé samedi dernier à Alger le lancement officiel de la 21^e édition du Prix international algérien de mémorisation et de récitation du Saint Coran, dont le coup d'envoi a été donné lundi dernier. S'exprimant à l'occasion d'un colloque scientifique intitulé « Avec le Saint Coran : une expérience de vie », qu'il a présidé, le ministre a indiqué que « plus de 50 pays ont participé à la 21^e édition du Prix international algérien de mémorisation et de récitation du Saint Coran », placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Il a précisé que les épreuves préliminaires, organisées à distance par visioconférence, ont permis de sélectionner des représentants de 20 pays, qualifiés pour prendre part en présentiel à la phase finale du concours, entamée lundi dernier. La cérémonie de clôture est prévue à la Grande Mosquée d'Alger, Djamaa El-Djazair, le 27 Rajab, coïncidant avec la nuit d'El Isra wal Miraj.

Le ministre a souligné que cette 21^e édition constitue l'aboutissement de près de deux décennies d'efforts continus au service du Saint Coran, à travers la formation des récitant, la qualification des jurys et l'amélioration de la participation algérienne aux manifestations coraniques internationales. Selon lui, cette dynamique illustre



l'attention constante accordée par l'Etat au Saint Coran et à ceux qui le récitent.

À cette occasion, M. Belmehdi a également relevé que le symposium, tenu lundi dernier à Dar El Imam, marquait la clôture du programme d'action communautaire organisé en parallèle à l'événement. L'accent a été mis sur le Concours international de mémorisation et de récitation du Saint Coran, une initiative communautaire déployée dans plusieurs wilayas et supervisée par un jury international.

Ce programme a permis au grand public, ainsi qu'aux autorités de récitation coranique et aux comités nationaux d'évaluation, de bénéficier d'une expertise scientifique et pratique de haut niveau.

Le symposium a notamment donné lieu aux interventions de membres du jury international,

parmi lesquels le cheikh Dr Mohamed Fahd Kharouf (Syrie), le cheikh Taher bin Zahir bin Messaoud bin Saïd Al-Azwan (Sultanat d'Oman) et le cheikh Bouchiba Bekhda (Algérie), qui ont présenté leurs travaux et partagé leur expérience en matière de mémorisation du Saint Coran, de maîtrise de ses règles et d'évaluation lors des concours coraniques internationaux. Dans le même esprit, les membres du jury ont exprimé leur admiration pour le niveau élevé atteint par les participants aux conférences de formation organisées dans le cadre de l'activité communautaire, notamment dans les wilayas de Tipaza, Sétif, Oran et Alger. Ces rencontres ont réuni des représentants des autorités de récitation coranique de ces wilayas ainsi que des wilayas voisines.

Abir Menasria

PERTURBATIONS SUR LE SITE WEB DE ALGER16

Le site du quotidien *Alger16* enregistre des perturbations ces derniers jours pour des raisons techniques. Des mesures sont prises pour une réparation rapide et efficace afin d'éviter que cela se reproduise. Le quotidien *Alger16* s'excuse auprès de ses lecteurs et annonceurs pour le désagrément occasionné.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire SG A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadjida

Rédaction
M. B. Khadjida
Yacine O.
G. Allah Eddine
Cheklat Meriem
Lamia O.
Amine A.

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'édition
et de Publicité
Agence ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 49/020 05 13 45
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.annonce@anep.com.dz
agence.anneaux@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Algér
SIA (Centre)

AUX JEUNES ALGÉRIENS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE À L'ÉTRANGER L'APPEL DU CHEF DE L'ÉTAT

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche dernier à Alger, un Conseil des ministres qui a abordé trois dossiers structurants, a indiqué un communiqué de la présidence.

Ces dossiers dessinent, en creux, les priorités stratégiques de l'Algérie pour les années à venir : la numérisation de l'État, la refondation du secteur agricole à l'horizon 2026 et la sécurisation de la campagne labours-semailles 2025-2026. À cette séquence technico-économique s'est ajoutée une décision à forte portée politique et humaine concernant les jeunes Algériens en situation irrégulière à l'étranger.

Derrière l'apparente diversité des thèmes abordés, une ligne directrice se dégage nettement : renforcer la capacité de l'État à gouverner par la donnée, garantir la souveraineté alimentaire nationale et réaffirmer le lien entre l'Etat et sa jeunesse, y compris celle ayant quitté le territoire dans des conditions difficiles.

LA NUMÉRISATION, DÉSORMAIS LEVIER DE GOUVERNANCE

Le président de la République a salué « le niveau très avancé atteint par l'Algérie » dans le domaine de la numérisation, soulignant un basculement qualitatif majeur : l'État n'est plus dans la simple collecte d'informations, mais dans l'interconnexion et l'analyse croisée des données à l'échelle nationale. Cette évolution marque une rupture avec des décennies de gestion administrative fragmentée. En permettant une lecture transversale des données publiques, la numérisation devient un outil de détection des dysfonctionnements, de rationalisation de la dépense publique et, à terme, de lutte structurelle contre les inefficiences et les abus.

Conscient que la technologie n'a de valeur que si elle est correctement alimentée, le chef de l'Etat a instruit l'ensemble des ministères de constituer, sans délai, des équipes techniques chargées de la mise à jour quotidienne des bases de données sectorielles. L'objectif est clair : garantir la fiabilité de la base de données nationale et offrir aux institutions de l'Etat un outil de décision précis, actualisé et exploitable en temps réel.

AGRICULTURE 2026

Le deuxième axe majeur de la réunion a porté sur la feuille de route du secteur agricole à l'horizon 2026, un secteur que le Président Tebboune considère explicitement comme stratégique. L'orientation centrale est sans ambiguïté : augmenter le rendement à l'hectare. Il ne s'agit plus seulement d'étendre les superficies, mais d'optimiser la production à travers une modernisation profonde des pratiques agricoles. Le Président a insisté sur l'adoption de méthodes scientifiques à toutes les étapes de la culture, intégrant expertise agronomique, qualité des semences, spécificités pédoclimatiques régionales et ingénierie agricole moderne.



Dans cette logique, une révision de la loi d'orientation agricole a été ordonnée. Cette réforme devra repenser les mécanismes d'organisation, de régulation et d'incitation afin d'aligner le cadre juridique sur les nouveaux objectifs productifs de l'État.

Autre principe clé réaffirmé : réduire les importations sans provoquer de pénurie. Une équation délicate que le chef de l'Etat entend résoudre par le renforcement de la production nationale, l'encouragement des coopératives spécialisées et la poursuite des mesures incitatives en faveur des producteurs.

La relance de la production de viandes rouge et blanche a également été érigée en priorité urgente. Le ministre de l'Agriculture a été chargé de proposer des solutions rapides et opérationnelles, en associant étroitement élèveurs et producteurs, afin de répondre aux besoins du marché national et de stabiliser l'offre. Enfin, fidèle à une ligne déjà affirmée, le Président Tebboune a réitéré le principe selon lequel « la terre appartient à celui qui la cultive », confirmant la poursuite de la régularisation du foncier agricole au profit des exploitants effectifs. Une mesure à la fois économique et sociale, destinée à sécuriser l'investissement agricole et à maximiser les niveaux de production.

LABOURS-SEMAILLES 2025-2026
S'agissant de la campagne labours-semailles 2025-2026, le président de la République a fixé un objectif prioritaire : porter la superficie agricole cultivée à trois millions d'hectares. Un seuil symbolique et stratégique, qui traduit la volonté d'inscrire la sécurité alimentaire au cœur de la souveraineté nationale.

Dans ce cadre, l'importation urgente de matériel agricole, notamment destiné à la récolte des céréales, du maïs et du tournesol, a été ordonnée. Ce volet logistique est perçu comme un maillon critique de la chaîne de production, conditionnant la réussite des objectifs fixés. En fin de séance, le Président Tebboune a lancé un appel direct aux jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation irrégulière et précaire, rappelant que nombre d'entre eux ont été induits en erreur ou instrumentalisés dans des tentatives visant à ternir l'image de l'Algérie. Le Conseil des ministres a décidé de régulariser la situation de ces Algériennes et Algériens, à condition qu'ils s'engagent à ne pas récidiver. Au-delà des annonces sectorielles,

cette réunion du Conseil des ministres révèle une approche globale : un État qui se veut plus intelligent grâce à la donnée, plus souverain par sa production agricole, et plus rassembleur dans son rapport à la jeunesse.

Une gouvernance qui assume le pragmatisme économique, tout en réaffirmant une dimension sociale et nationale dans un contexte régional et international marqué par l'incertitude. En filigrane, un message clair : l'Algérie veut maîtriser ses leviers stratégiques et ne laisser aucun de ses enfants en marge de son projet national.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE TEND LA MAIN À SES JEUNES À L'ÉTRANGER

Reuni dimanche dernier sous la présidence du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, le Conseil des ministres a pris une décision majeure portant sur la régularisation de la situation de jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation de précarité et d'irrégularité administrative.

Une décision à forte portée humaine, politique et symbolique, inscrite dans une vision globale de protection de la jeunesse et de préservation de la cohésion nationale, selon un communiqué officiel du Conseil des ministres.

Avant la clôture du Conseil, le président de la République a tenu à s'adresser directement à cette frange de la jeunesse algérienne vivant hors des frontières dans des conditions difficiles. Dans cet appel, il a ciblé "les jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation de précarité et irrégulière,

ORGANISATIONS ET INSTANCES NATIONALES SALUENT LA DÉCISION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Des organisations et instances nationales ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé hier dimanche dernier, portant « régularisation de la situation des jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation de précarité et irrégulière, ayant été délibérément induits en erreur en les instrumentalisant contre leur pays ».

ayant été délibérément induits en erreur par des individus qui se croyaient capables de nuire à la crédibilité de l'Etat en les instrumentalisant à l'étranger contre leur pays».

Il a souligné que "la plupart de ces jeunes n'ont commis que des infractions légères, comme la crainte d'une simple convocation par la police ou la Gendarmerie nationale pour être entendus sur des faits liés à l'ordre public ou d'autres motifs similaires."

Le communiqué met en lumière les mécanismes de manipulation ayant ciblé ces jeunes, notamment à travers l'exploitation du phénomène migratoire clandestin. "Il y a ceux qui voulaient utiliser les statistiques relatives à «la harta» pour ternir l'image de l'Algérie dans le but de semer le désarroi parmi les jeunes, afin qu'ils quittent illégalement l'Algérie", précise la même source.

Une situation dramatique qui a conduit nombre d'entre eux à se retrouver dans des conditions sociales et humaines extrêmes. "Ces jeunes se trouvent aujourd'hui loin de leur patrie, de leurs proches et de leurs amis, souffrant de pauvreté extrême et de misère, et sont réduits à exécuter des tâches humiliantes, tandis que certains sont instrumentalisés contre leur pays."

Le Conseil des ministres alerte également sur les dérives plus graves auxquelles ces jeunes peuvent être exposés à l'étranger. "De telles situations ne méritent pas toute cette peine car ces jeunes peuvent être instrumentalisés par des milieux criminels mafieux, ce qui risque de salir leur réputation, que ce soit dans le pays où ils se trouvent ou dans celui qu'ils ont quitté", souligne le communiqué.

Face à cette réalité, et dans un esprit de responsabilité nationale et d'unité institutionnelle, et en accord total entre toutes les institutions de la République, il a pris la décision de «régulariser la situation de ces Algériennes et Algériens, à condition qu'ils s'engagent à ne pas récidiver.»

La mise en œuvre de cette décision sera assurée par le réseau consulaire algérien à l'étranger. "La mise en œuvre des procédures liées à cette décision sera assurée par les consulats d'Algérie à l'étranger jusqu'au retour des enfants d'Algérie vers leur mère patrie."

Cette mesure, bien que large, demeure strictement encadrée. Le communiqué précise clairement que "sont exclus de cette mesure les auteurs de crimes de sang, de trafic de drogue, de trafic d'armes, ainsi que toute personne ayant collaboré avec des services de sécurité étrangers dans le but de porter atteinte à sa patrie, l'Algérie."

À travers cette décision, l'Etat algérien réaffirme une ligne politique assumée : protéger ses enfants sans transiger avec la sécurité nationale, réparer les erreurs d'un exil subi sans banaliser les atteintes graves à la loi, et replacer la jeunesse au cœur du projet national. Un message clair, sans naïveté, mais avec une lucidité politique assumée.

G. Salah Eddine



CONSOMMATION DE DROGUE AU SEIN DES ÉCOLES CE POISON QUI MINE L'AVENIR



Plusieurs campagnes de prévention contre la consommation de drogue en milieu scolaire sont organisées et un numéro vert pour alerter anonymement est mis à la disposition des citoyens.

Dans les établissements scolaires, un fléau invisible gagne du terrain et menace l'avenir d'une génération entière. Des réseaux organisés ciblent des élèves de plus en plus jeunes, profitant de leur vulnérabilité, tandis que l'école et la famille peinent à répondre... Face à cette dérive, enseignants, parents et autorités se retrouvent confrontés à un combat urgent qui dépasse le cadre scolaire pour devenir un enjeu de société majeur.

PAR ABIR MENASRIA

I fut un temps où la cloche de l'école, au collège comme au lycée, imposait le rythme et le respect. Elle annonçait l'entrée en classe, rappelait l'ordre, la discipline, parfois même une crainte nécessaire. Elle veillait sur les gestes, les horaires et les esprits. Aujourd'hui, elle sonne toujours, mais son écho semble étouffé. Dans un silence pesant, presque complice, un spectre invisible s'est infiltré dans les établissements scolaires : la drogue. Là où les élèves ne se séparent que de leurs stylos et de leurs cahiers, avec lesquels ils esquissaient des rêves d'avenir – devenir ingénieurs, pilotes, médecins, enseignants ou policiers –, ces instruments ont été remplacés par un poison qui anesthésie la conscience. Pour certains élèves, le portail de l'école n'est plus seulement une porte vers le savoir, mais l'entrée dans un monde clandestin, dissimulé aux familles, où camarades et amis deviennent complices d'une dérive dont l'objectif n'est ni la liberté ni l'évasion, mais l'oubli et l'argent.

Ce phénomène ne relève plus de faits isolés. Il s'est propagé comme une traînée de poudre, alertant familles, enseignants et professionnels de l'éducation. Une question s'impose désormais : sommes-nous déjà au bord du précipice, ou pouvons-nous encore sauver une génération menacée de l'intérieur ?

QUAND LES RÉSEAUX CRIMINELS INVESTISSENT L'ÉCOLE

Le trafic de drogue en milieu scolaire a changé de nature. Autrefois désorganisé, opportuniste, guidé uniquement par l'argent, il obéit aujourd'hui à une stratégie précise. L'élève et le dealer ne se croisent plus

par hasard : ils se retrouvent parfois dans le même établissement, au même moment, dans les mêmes espaces. Les adolescents constituent une cible idéale. À cet âge fragile, ils cherchent à s'intégrer, à être reconnus, à prouver quelque chose aux autres. Cette quête identitaire les rend vulnérables à toute forme d'influence. Les trafiquants les savent et adaptent leurs méthodes. L'approche commence en douceur : une dose gratuite pour « essayer », pour « enlever la peur ». Puis vient le produit à prix dérisoire, présenté comme accessible à tous. La dépendance s'installe progressivement, de manière durable, selon une logique bien connue, comparable à la théorie du « sucre et des moutons ». Mais le piège le plus dangereux reste émotionnel. Le dealer se présente comme un ami, un confident, parfois même comme un protecteur. Il exploite le vide affectif, offre une illusion de soutien et de compréhension, avant d'enfermer l'élève dans une spirale dont il devient prisonnier.

L'ÉCOLE, DÉPASSÉE PAR UN COMBAT QUI LA DÉPASSE

Face à cette réalité, l'école se retrouve en première ligne, souvent démunie. Les enseignants, formés à gérer l'indiscipline, les retards ou les difficultés scolaires, font désormais face à des situations d'une tout autre gravité. Les signes sont visibles : perte de concentration, agressivité soudaine, absentéisme répété, chute brutale des résultats scolaires. Parfois, ce sont même les élèves les plus brillants, autrefois qualifiés de « stars » ou de « génies », qui décrochent brutalement. Un enseignant du secteur public témoigne :

« Nous ne sommes plus confrontés à

de simples écarts de conduite, mais à des pertes de concentration profondes, des crises soudaines, des discours incohérents et parfois une agressivité qui dépasse les capacités de l'établissement à les contenir. » Les directions tentent de renforcer les contrôles et la surveillance, mais leurs moyens restent limités. Face à des réseaux organisés, capables d'exploiter les failles du système et même de recruter des élèves pour promouvoir la consommation, l'école lutte pour préserver ce qui devrait être un sanctuaire.

LE DRAME SILENCIEUX DES FAMILLES

Mais c'est souvent dans la sphère familiale que le drame se joue pleinement. Les signes sont là, parfois évidents : enfants isolés, irritable, argent qui disparaît, ou sommes inexpliquées. Les familles se disent alors. D'un côté, des parents désespérés, cherchant à comprendre. De l'autre, ceux qui refusent d'y croire, par peur ou par déni.

Dans certains cas, au lieu de soutien, l'enfant fait face à l'abandon. Par honte sociale, par peur du jugement des voisins ou du scandale, certaines familles choisissent le silence. D'autres rejettent l'enfant, le laissant à la rue, là où les réseaux criminels l'accueillent sans conditions. Pour beaucoup, l'idée même que « mon fils se drogue » est plus insupportable que la réalité du problème. Pourtant, ce mutisme familial rend les adolescents encore plus vulnérables. Les dealers prennent la place laissée vacante, se présentent comme des amis ou des confidents, offrant une protection illusoire. Ainsi, le silence devient un complice actif du crime.

AU-DELÀ DE LA RÉPRESSION

Lutter contre ce fléau ne peut se

limiter à des mesures sécuritaires ou à des réponses ponctuelles de l'État. Il faut une stratégie nationale globale, fondée sur la coopération de tous les acteurs impliqués dans la vie des élèves.

Les familles doivent redevenir un premier rempart, en brisant le silence et en combattant le vide affectif exploité par les réseaux criminels. Les écoles doivent évoluer, passer du simple rôle d'instruction à celui de véritables espaces de prévention, de sensibilisation et de prise en charge. Cela implique la formation des enseignants, le renforcement de la présence de psychologues et de travailleurs sociaux, et une approche humaine qui priviliegié l'accompagnement plutôt que la stigmatisation.

Il est également crucial d'apprendre aux élèves, notamment les plus timides, à dire « non » et à comprendre la portée de ce mot dans leur vie. Enfin, la sécurité demeure indispensable : durcir les sanctions contre les trafiquants opérant à proximité des écoles et faire des abords des établissements des zones de protection renforcée, plutôt que de criminaliser des élèves déjà vulnérables.

Face à l'ampleur du phénomène, les autorités ont commencé à réagir. Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, en coordination avec le ministre de la Santé, a supervisé la mise en place d'un comité multisectoriel, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'objectif est clair :

élaborer une feuille de route globale pour la prévention et le dépistage dans les établissements scolaires. Le travail de ce comité se veut exclusivement préventif et protecteur. Une ligne téléphonique gratuite a été mise en place pour le signalement des usagers, et toute personne dépistée bénéficiera d'une prise en charge sans poursuites judiciaires. Une avancée notable, qui devra cependant s'inscrire dans la durée pour produire des effets réels.

Les élèves que nous voyons aujourd'hui franchir les portails des écoles sont les bâtisseurs de demain. Ne pas les protéger, c'est hypothéquer l'avenir du pays. L'heure n'est plus aux demi-mesures ni aux silences générés. C'est un moment de vérité. Soit la société affronte ce danger avec lucidité, courage et responsabilité, soit elle accepte de voir naître une génération brisée avant même d'avoir commencé à vivre.

Car il ne s'agit pas seulement d'un combat éducatif, social ou sécuritaire, mais d'un combat pour la conscience collective et pour l'avenir d'une génération entière.

A. M.



HOURIA MEKFOUDJI. EXPERTE EN SOCIOLOGIE, À ALGER16 :

«UN DÉPISTAGE SANITAIRE PÉRIODIQUE AU SEIN DES ÉCOLES EST INDISPENSABLE»

Face à la montée préoccupante du phénomène de la toxicomanie en milieu scolaire, ALGER16 a échangé avec Houria Mekfoudji, sociologue et experte des dynamiques sociales liées à la jeunesse et à l'éducation. Dans cet entretien approfondi, elle dresse un état des lieux sans complaisance de la réalité de la drogue dans nos écoles, en s'appuyant sur les rares données disponibles, mais surtout sur son expérience de terrain et son engagement au sein des actions de sensibilisation.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ABIR MENASRIA

ALGER16 : Quelle est la réalité du phénomène de la drogue dans nos écoles aujourd'hui, et quelles sont les proportions et les statistiques enregistrées au sein des établissements éducatifs ?

Houria Mekfoudji : Il est possible d'affirmer que la consommation de drogue en milieu scolaire commence à prendre une tourment préoccupante et se propage de manière notable parmi les élèves. Cependant, il n'existe pas de données officielles récentes et précises indiquant le nombre exact d'élèves consommateurs ou suivis dans le cadre d'un traitement. Cette absence d'informations s'explique par la grande sensibilité du sujet et la crainte de la stigmatisation sociale, poussant de nombreux élèves et familles à dissimuler ou nier la réalité. Les statistiques disponibles sont donc largement en deçà de la réalité. Selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, environ 54 000 élèves consommateurs de drogue ont été recensés en milieu scolaire en 2016. Ce chiffre provient d'une étude réalisée sur un échantillon parmi un total de deux millions d'élèves et concerne les collèges et lycées à l'échelle nationale.

Quels sont les facteurs qui favorisent la propagation de ce genre de fléau social parmi les élèves ?

Le contact avec la drogue peut débuter par la simple exposition : en entendre parler, l'observer directement ou avoir des amis consommateurs, ce qui la rend familiale et parfois acceptable à essayer.

Les conditions sociales jouent également un rôle majeur. Un style éducatif trop sévère ou, au contraire, trop permissif peut accroître la prédisposition à la consommation. La désintégration familiale, le divorce, l'abandon, ou toute instabilité affective augmentent également le risque que les jeunes se tournent vers la drogue comme moyen d'évasion ou de compensation.

Certaines caractéristiques personnelles sont également associées à un risque plus élevé : un niveau élevé de névrose, le stress, la fatigue psychologique ou la timidité. L'adolescence elle-même, période de comportements impulsifs et d'expérimentations, combinée à l'influence des réseaux sociaux et des créateurs de contenu, contribue à façonner les comportements quotidiens des jeunes.

Comment les institutions sociales fondamentales (famille, école et société civile) peuvent-elles travailler ensemble pour prévenir la



toxicomanie ?

La famille occupe un rôle central dans la prévention de la consommation de drogue chez les adolescents. Elle doit promouvoir une éducation positive, en inculquant des valeurs et principes sains et en encourageant une communication ouverte. La surveillance quotidienne des comportements et des signes de curiosité ou de déviance liés à la drogue est également essentielle. Par ailleurs, le soutien psychologique et émotionnel offert par les parents permet de renforcer la confiance en soi des jeunes, réduisant ainsi les risques de déviance sociale et d'expérimentation avec les substances. L'école représente la deuxième ligne de défense. Elle joue un rôle clé dans l'éducation et la sensibilisation, en intégrant des programmes sur les dangers de la drogue dans le curriculum ou via des ateliers et conférences. L'observation et l'intervention précoce permettent aux enseignants de détecter les comportements à risque et d'orienter les élèves vers un soutien psychologique adapté. En parallèle, les activités alternatives, qu'elles soient sportives, culturelles ou sociales, offrent aux jeunes des moyens constructifs de canaliser leur énergie, réduisant le temps libre qui pourrait mener à l'expérimentation.

La société civile complète ce dispositif en organisant des actions de sensibilisation communautaire et en créant des centres de soutien psychologique et social pour les familles et jeunes à risque. Enfin, la collaboration interinstitutionnelle est indispensable : écoles, familles et autorités locales doivent échanger des informations de manière coordonnée, tout en respectant la confidentialité des jeunes, afin d'assurer un suivi efficace et des interventions précoces, garantissant ainsi une protection renforcée contre la drogue.

Quelles sont les conséquences sociales et psychologiques à long terme de la propagation de la drogue dans le milieu éducatif, et comment ce phénomène affecte-t-il le parcours de développement social des jeunes et leur capacité à s'intégrer de manière productive dans la société ?

La consommation de drogues en milieu scolaire a des effets profonds sur les jeunes, tant sur le plan psychologique que social, compromettant leur développement et leur intégration dans la société. Sur le plan psychologique, elle peut provoquer anxiété, dépression, agressivité ou isolement, tout en altérant les capacités cognitives telles que la concentration, la mémoire et la prise de décision. La dépendance qui s'installe progressivement fragilise le parcours

scolaire et professionnel, tandis que la stigmatisation entraîne souvent une baisse de l'estime de soi.

Sur le plan social, ce phénomène accroît les risques de déviance, de rupture des liens familiaux et amicaux, et favorise l'isolement. Il se traduit également par un retard dans la maturation sociale, une diminution des performances scolaires, voire un abandon, limitant les perspectives d'avenir et l'accès au marché du travail. À terme, la baisse de participation à la vie communautaire fragilise l'ensemble du tissu social. Ainsi, la drogue en milieu scolaire ne touche pas uniquement l'individu, mais constitue un obstacle majeur au développement humain et social des adolescents.

Quelles sont les mécanismes et les méthodes permettant de limiter ce fléau ?

En réalité, cette question est étroitement liée à celle portant sur le rôle des institutions sociales. Il est possible d'affirmer que les institutions fondamentales, à savoir la famille, l'école et la société civile, constituent les principaux leviers de prévention et de limitation de la consommation de drogue chez les jeunes. Leur efficacité repose sur un travail coordonné et complémentaire, axé sur la prévention précoce, la sensibilisation, le soutien psychologique et social, ainsi que la surveillance et la détection des comportements à risque au sein du milieu scolaire.

Quelles sont les stratégies annoncées par le gouvernement pour dépister la présence de ce poison mortel au sein des établissements scolaires ?

Parmi les principales stratégies annoncées par le gouvernement figure, en premier lieu, la mise en place d'un système de dépistage sanitaire périodique au sein des établissements scolaires. Ce dispositif vise à détecter précocement les cas de consommation de drogues ou de substances psychoactives, tout en veillant à la protection de l'élève, à la préservation de son parcours scolaire et à l'accompagnement psychologique et social lorsque cela s'avère nécessaire. En second lieu, la création d'une ligne verte (hotline) dédiée au signalement et à la sensibilisation dans le milieu scolaire constitue un autre axe majeur. Cette initiative a pour objectif d'encourager les parents, les élèves, les enseignants et l'ensemble des acteurs concernés à signaler tout cas suspect de consommation ou de trafic de drogue dans un cadre sécurisé et confidentiel.

En tant que membre active et permanente des caravanes et tournées itinérantes, comment percevez-vous leur contribution à la sensibilisation sur les dangers de ce poison mortel ?

Les caravanes de sensibilisation et d'information représentent un outil particulièrement efficace de prévention précoce contre les risques liés à la consommation de drogues et de substances toxiques. Elles permettent d'élever le niveau de conscience collective, d'encourager le dépistage précoce, d'apporter un soutien

psychologique et social aux jeunes, et de renforcer le rôle protecteur de la famille, de l'école et de la société civile au sein du milieu éducatif.

Par ailleurs, les réseaux sociaux et les plateformes numériques constituent aujourd'hui un moyen rapide et puissant de diffusion de l'information sur les dangers de la dépendance et ses impacts sur la santé physique, psychologique et sociale. Bien qu'ils puissent représenter un risque si elles sont utilisées de manière négative, leur usage responsable en fait un espace de sensibilisation, d'échange et d'accompagnement pour les jeunes. Grâce à ces outils numériques, les jeunes peuvent accéder à des contenus éducatifs et culturels de qualité, dialoguer directement avec des experts et obtenir des réponses fiables à leurs interrogations liées à la drogue et à la dépendance. Ces plateformes permettent également de lancer des campagnes nationales et locales de prévention ciblant les parents, afin de les sensibiliser à l'importance de la vigilance, de l'accompagnement et de l'orientation familiale. Il est indéniable que ces outils jouent un rôle positif dans notre quotidien, à condition qu'ils soient exploités de manière responsable et constructive, au service de la prévention, de la sensibilisation et de la protection durable des jeunes contre ce fléau.

En tant que sociologue, quelles sont les stratégies préventives et d'intervention les plus efficaces que vous recommandez d'appliquer dans les écoles et les universités ? Et comment élaborer des programmes de sensibilisation qui ne reposent pas sur l'intimidation, mais sur le développement de la résilience sociale et des compétences de vie chez les étudiants ?

En tant que spécialiste des questions sociales, je considère que la sécurité réelle ne se construit ni par l'intimidation ni par des approches fondées sur la peur. Elle repose avant tout sur la formation d'un élève fort, conscient et résilient, tant sur le plan social que psychologique, capable de prendre des décisions éclairées et de faire face aux différentes formes de pression de manière responsable.

La prévention véritable réside dans le développement des ressources internes de l'apprenant et dans le renforcement de ses compétences personnelles et sociales. Ce modèle s'appuie sur l'autonomisation des élèves, l'encouragement à la participation active, la promotion de relations sociales positives et l'instauration d'une communication constructive au sein de l'espace éducatif. Il met également l'accent sur l'acquisition de compétences de vie essentielles, telles que la gestion des émotions, la résolution pacifique des conflits et la capacité à dire non. La construction de la confiance en soi, le développement de la conscience de soi et le renforcement du sentiment d'appartenance à l'environnement scolaire sont autant de facteurs clés pour protéger les jeunes contre les comportements à risque.

Enfin, ces programmes doivent intégrer des valeurs sociales fondamentales comme la coopération, la tolérance et le respect mutuel. Ce cadre contribue à former un élève socialement équilibré, psychologiquement résilient et pleinement acteur de sa propre protection, plutôt qu'un individu soumis à la peur ou à la contrainte.

Abir M.

RÉSEAU ROUTIER NATIONAL

UN VASTE PROGRAMME DE MAINTENANCE ET DE MODERNISATION

Selon un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, l'année 2025 a été marquée par l'achèvement de nombreux projets structurants dans le cadre du programme national de maintenance du réseau routier, avec pour objectif d'améliorer durablement la qualité, la sécurité et la pérennité des infrastructures.

Le ministère indique que 2025 s'est conclue par la concrétisation de l'engagement constant du secteur en faveur de la fiabilité du réseau routier, à travers la mise en œuvre «d'interventions de haute qualité», ayant permis la livraison d'un nombre significatif de projets essentiels inscrits au programme de maintenance. Selon le rapport du ministère, pas moins de 2 300 km de routes nationales et régionales ont fait l'objet d'opérations de maintenance au cours de l'année écoulée. Par ailleurs, 24,4 km de tronçons autoroutiers endommagés ont été réhabilités dans dix wilayas, une opération visant principalement à



renforcer la sécurité routière et à améliorer les conditions de circulation sur les axes stratégiques. Dans le même cadre, 365 mètres linéaires de joints de dilatation ont été remplacés sur les autoroutes traversant les wilayas d'Aïn Defla, d'Alger, de Boumerdès et de Constantine, contribuant ainsi à la préservation et à la durabilité de cette infrastructure vitale. Le ministère fait également état de la réalisation d'une étude d'évaluation technique portant sur 51 km d'autoroutes dans les wilayas d'Alger, de Blida, de Boumerdès et de Bouira. Cette expertise a permis

d'établir un diagnostic précis de l'état des infrastructures et d'identifier les zones prioritaires nécessitant des interventions futures. En parallèle aux projets déjà achevés, les travaux se poursuivent sur plusieurs autres chantiers inscrits au même programme. Il s'agit notamment de la réfection de 16,3 km d'autoroutes dégradées, du remplacement de 1 791 mètres linéaires de joints de dilatation sur divers ouvrages d'art du réseau autoroutier, ainsi que de l'entretien de 1 800 km de routes nationales et de chemins de wilaya. Ces efforts s'inscrivent dans une

dynamique qui se poursuivra en 2026, avec le lancement d'un programme d'investissement ambitieux visant à moderniser et à renforcer l'ensemble de l'infrastructure routière et autoroutière nationale, précise la même source. À ce titre, le secteur se prépare au lancement de projets portant sur le renforcement de 51 km d'autoroutes, 1 000 km de routes nationales et 100 km de routes de wilaya. Ces opérations seront accompagnées de travaux de réfection de la chaussée sur 600 km de routes nationales et 500 km de routes de wilaya. L'entretien des ouvrages d'art constitue également une « priorité absolue », selon le ministère. Un calendrier d'intervention a ainsi été établi pour 120 ouvrages

relevant du réseau routier national et 60 ouvrages du réseau routier régional. Enfin, le programme 2026 prévoit la suppression de 29 points noirs accidentogènes dans l'objectif de réduire les risques d'accidents de la circulation, ainsi que le repeint du marquage horizontal sur 31 000 km du réseau routier national. Il est également prévu le remplacement de 2 832 mètres linéaires de joints de dilatation sur divers ouvrages d'art du réseau autoroutier.

Abir Menasria

LANCÉMENT D'UNE VASTE OPÉRATION DE MAINTENANCE DU RÉSEAU ROUTIER ET AUTOROUTIER À L'ÉCHELLE NATIONALE

Une vaste opération de maintenance du réseau routier et autoroutier à l'échelle nationale a été lancée, samedi dernier, en vue de fluidifier le trafic et de garantir la sécurité des usagers de la route. Le coup d'envoi de cette opération a été donné au niveau du tunnel de Chaaoua dans la commune de Khracia (Alger), où les travaux de maintenance ont débuté sur plusieurs tronçons de la deuxième rocade d'Alger, entre les communes de Zéralda (Algéro-Ouest) et de Hammadi (Boumerdès) dans les deux sens sur une distance d'environ 62 km. A cette occasion, le directeur général des infrastructures

des travaux publics au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Smaïl Rabehi, a indiqué que les travaux portent notamment sur l'entretien de la chaussée, le décapage et le bitumage des couches dégradées, et la mise en place de la signalisation verticale et horizontale, soulignant que tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés à cet effet, dont huit (8) entreprises publiques et privées de réalisation, quelque 450 ouvriers et 60 engins de différents types. L'opération sera progressivement généralisée sur l'ensemble du territoire national, notamment au

niveau des grands axes reliant le nord et le sud du pays, selon les explications fournies lors de la cérémonie de lancement, qui s'est déroulée en présence de cadres centraux du secteur, de directeurs d'établissements sous tutelle et des responsables des entreprises de réalisation. Cette opération intervient en application des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, sous la supervision du ministère, avec la participation des Directions des travaux publics des wilayas concernées et de l'Algérienne des autoroutes (ADA).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE (CSJ)

LE RAPPORT ANNUEL 2025 PRÉSENTÉ

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a tenu, samedi dernier, une assemblée générale extraordinaire consacrée à la présentation de son rapport annuel pour l'année 2025, comprenant le bilan des activités réalisées ainsi que les perspectives d'action future en matière d'autonomisation politique et économique des jeunes. Présidant l'ouverture des travaux de cette assemblée, tenue par visioconférence, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a précisé que « le rapport annuel du Conseil pour l'année 2025, qui sera prochainement soumis au président de la République, s'inscrit dans le cadre de l'évaluation et de la valorisation des réalisations du CSJ durant l'année écoulée ». Il a expliqué que ce document comporte « un exposé détaillé des principales activités et manifestations organisées, tout en identifiant les obstacles et insuffisances que le Conseil

s'emploiera à corriger à l'avenir ». Le rapport revient également sur les aspects organisationnels, administratifs et financiers du CSJ, ainsi que sur les actions menées aux niveaux central et local. Mettant en avant le « nombre important » d'activités et d'événements organisés par le Conseil, ayant réuni «plus de 25.000 jeunes, en plus des activités organisées en ligne», M. Hidaoui a souligné que le rapport, soumis aux membres du Conseil pour adoption, traite aussi des principales thématiques liées à la jeunesse, notamment l'enseignement, la vie universitaire, l'emploi, l'éducation, l'environnement, l'entrepreneuriat et la diplomatie de la jeunesse, auxquelles plusieurs sessions ont été consacrées en 2025. S'agissant de cette assemblée générale extraordinaire, le ministre a indiqué qu'elle constitue « une occasion pour examiner différentes questions, passer en revue les réalisations accomplies au profit des jeunes durant l'année 2025, et évaluer les efforts

considérables déployés au niveau des wilayas dans l'écoute des préoccupations des jeunes et la prise en charge de leurs dossiers ». Dans ce contexte, il a relevé que l'année 2025 a représenté « une véritable plateforme de travail autour de plusieurs axes essentiels », notamment l'autonomisation économique des jeunes à travers diverses activités, rencontres, réunions et décisions prises en leur faveur, ainsi que leur autonomisation politique par le renforcement de la culture de la participation. À ce titre, de nombreuses rencontres ont constitué un large espace de dialogue permettant aux jeunes d'échanger leurs points de vue et leurs expériences en matière de participation, en général, et de participation politique, en particulier. À cette occasion, M. Hidaoui a salué «l'ensemble des décisions prises en faveur des jeunes durant l'année 2025», citant notamment la décision du président de la République de revaloriser l'allocation-chômage, le décret portant

création de micro-zones industrielles au profit des jeunes, ainsi que la levée de plusieurs obstacles auxquels ils font face, notamment dans le domaine des start-up, en coordination avec les secteurs concernés. Il a également affirmé que le Conseil soumettra, à la fin du mandat annuel de son bureau prévu en mars prochain, un autre rapport détaillé au président de la République portant sur la situation et la réalité de la jeunesse en Algérie, notamment en matière d'autonomisation économique et politique, laquelle constitue, a-t-il précisé, « l'un des axes fondamentaux actuellement en cours de promotion ». Le ministre a appelé les jeunes à s'impliquer activement dans la vie politique, en particulier à l'approche des prochaines échéances législatives et locales, à travers leur participation au processus électoral et leur contribution à la prise de décisions aux niveaux national et local.

Cheklat Meriem

DOMAINE NATIONAL GÉNÉRALISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION "AMLAK"

La Direction générale du Domaine national (DGDN) a officialisé, dimanche dernier, le déploiement à l'échelle nationale du dispositif numérique « AMLAK », désormais étendu à l'ensemble des directions du cadastre, de la conservation foncière et des Domaines de l'État. Cette généralisation constitue un préalable déterminant à l'instauration du livret foncier dématérialisé.

Dans un communiqué, la DGDN a précisé que « AMLAK » est un système d'information national unifié, fusionnant les données du cadastre, de la conservation foncière et des domaines de l'État. Reposant sur une base de données centrale nationale, il est conçu pour assurer l'intégration, la précision et la fluidité de l'échange d'informations entre ces différentes structures. Ce dispositif numérique se distingue par des performances élevées, conformes aux standards les plus exigeants de la gestion publique moderne. Il intègre notamment un mécanisme avancé de traçabilité des transactions, garantissant que chaque acte est rigoureusement conforme aux textes réglementaires et aux instructions techniques encadrant l'exercice des missions foncières. Grâce à la



généralisation d'« AMLAK », l'administration dispose désormais d'outils de pilotage et d'indicateurs de performance (KPI) fiables, permettant un suivi en temps réel des activités. Cette visibilité accrue offre aux responsables hiérarchiques une capacité renforcée de contrôle, tout en améliorant l'efficience de la gestion et la maîtrise des ressources de l'État. Sur le plan du service public, la plateforme permet une prise en charge immédiate des dossiers. La dématérialisation des procédures réduit significativement les délais liés à la publication des actes et à la délivrance des livrets fonciers, accélérant ainsi l'ensemble de la chaîne des opérations foncières. L'administration souligne que le dispositif « AMLAK » constitue le socle technique indispensable à l'édition et à la mise à jour du livret foncier

électronique. Une fois les derniers ajustements techniques achevés, le support papier sera progressivement abandonné au profit du numérique « dans une démarche qualitative traduisant une transformation profonde de la gestion de la propriété foncière et la fourniture de services plus rapides, plus sûrs et plus fiables ». Ce projet est le fruit d'efforts intensifs menés par les équipes de la DGDN, notamment les cadres spécialisés en informatique. Piloté par un comité d'experts pluridisciplinaires réunissant des compétences de haut niveau du secteur, « AMLAK » a été finalisé en moins de douze mois, illustrant le degré de maturité numérique atteint et la capacité du secteur à conduire des réformes structurelles dans des délais maîtrisés. Ce tournant qualitatif, qui s'inscrit dans la dynamique accélérée

de numérisation au sein de la DGDN, vient parachever le cycle de modernisation des méthodes et des techniques de mise à jour, dont une partie a été engagée depuis le lancement de la production cadastrale, le 21 août 2025. La DGDN a, enfin, réaffirmé sa détermination à moderniser l'État par le levier technologique et à « consacrer une administration publique moderne, efficace et transparente, plaçant la technologie au service du citoyen et du développement national ». A terme, le passage au livret foncier dématérialisé pourrait marquer la fin des lourdes bureaucratiques et des zones d'opacité qui ont longtemps fragilisé le secteur, ouvrant la voie à un environnement foncier plus fiable, plus attractif et mieux adapté aux exigences du développement national.

Omar Lazela

AUTORISATION D'IMPORTER DES NAVIRES DE MOINS DE 15 ANS

UNE ÉTAPE STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LA FLOTTE NATIONALE

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA) a annoncé, dimanche dernier, l'ouverture des importations de navires d'occasion de moins de 15 ans destinés à la grande pêche et à la pêche en haute mer, conformément à la loi de finances 2026. Cette mesure stratégique vise à consolider les capacités de la flotte nationale et à encourager les professionnels à se lancer dans ce type de pêche.

Selon la DGPA, cette initiative marque un tournant pour le développement de la pêche en Algérie, "notamment dans le cadre de l'orientation nationale vers le développement de la grande pêche, l'extension de l'activité en haute mer et l'exploration de nouvelles zones de pêche". Elle permettra de renforcer la flotte avec des unités aux performances techniques accrues, "capables de naviguer sur de longues distances et durant de longues périodes", et de faire face aux conditions maritimes difficiles propres à la pêche en haute mer.

En réduisant l'investissement initial, cette disposition rend l'acquisition de navires plus accessible aux professionnels, "ce qui contribuera à encourager les professionnels à se lancer dans cette activité stratégique et à accélérer la modernisation de la flotte nationale sans leur imposer de lourdes charges financières".

La DGPA a également souligné que cette mesure "s'inscrit dans une vision plus large pour accroître la production halieutique et renforcer la place de l'Algérie dans l'activité de la pêche en haute mer", identifiée comme un

secteur d'avenir à fort potentiel économique. Le communiqué rappelle enfin que l'article 150 de la loi de finances 2026 autorise désormais "le dédouanement pour la mise à la consommation à l'état usagé des navires

de grande pêche et en haute mer de moins de 15 ans". Cette mesure constitue un pas décisif vers la modernisation de la flotte nationale et le renforcement de la pêche en haute mer. Elle offre aux professionnels un accès

facilité à des navires performants, stimulant l'investissement et la production halieutique. L'Algérie affirme ainsi sa volonté de positionner ce secteur stratégique comme un moteur de croissance et d'innovation. O. Lazela





www.alger16.dz
Alger16 quotidien



CÉLÉBRATION DE YENNAYER SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

ENTRE TRADITION ET AFFIRMATION POLITIQUE

De Tizi Ouzou à Souk Ahras, de Mostaganem à Bordj Bou-Arréridj, des oasis du Sud aux Hauts-Plateaux, en passant par les grandes villes du Nord, l'Algérie célèbre Yennayer 2976 dans une atmosphère mêlant ferveur populaire, transmission culturelle et solennité institutionnelle.

Désormais consacrée fête nationale chômée et payée, le Nouvel An amazigh s'impose, année après année, comme un marqueur identitaire partagé et un rendez-vous structurant du calendrier politique, culturel et symbolique du pays.

Cette année, les festivités nationales et officielles ont été accueillies par la wilaya de Béni Abbès, illustrant la volonté des pouvoirs publics d'ancre l'amazighité dans l'ensemble des régions du pays, y compris celles longtemps restées en marge des grands événements nationaux. À cette occasion, le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a rappelé que les célébrations officielles de Yennayer constituent désormais « un acquis pour le patrimoine culturel national ». Un acquis qui dépasse largement le cadre festif pour s'inscrire dans une dynamique de reconnaissance institutionnelle durable et irréversible.

Depuis Béni Abbès, le responsable du HCA a également souligné que l'organisation des festivités dans les nouvelles wilayas, à l'image de Timimoun l'an dernier et de Béni Abbès cette année, « vise à promouvoir le patrimoine culturel et social de ces territoires, tout en contribuant à leur développement ». Mais au-delà de



cette dimension, ce choix traduit aussi un message politique clair : l'identité amazighe n'est ni régionale ni périphérique, mais pleinement nationale, indissociable de l'histoire longue, de la géographie et de la mémoire collective algériennes.

POSER LES JALONS D'UNE RÉFLEXION INSTITUTIONNELLE ÉLARGIE

Au-delà des cérémonies et des manifestations culturelles, Yennayer 2976 a également servi de tribune à une réflexion institutionnelle plus large. À ce titre, Si El Hachemi Assad a insisté sur la nécessité « d'actualiser les textes organiques du HCA afin de renforcer son rôle dans la promotion de l'amazighité en tant que fondement de l'identité nationale ». Cette actualisation vise à doter l'institution de mécanismes juridiques et organisationnels adaptés aux enjeux actuels, notamment l'élargissement de sa présence territoriale, la redynamisation de sa commission pédagogique et scientifique, ainsi qu'une meilleure

prise en compte de la diversité des variantes linguistiques de tamazight. Ces orientations témoignent d'une évolution notable du combat identitaire amazigh. Longtemps porté par la société civile, les militants culturels et le monde universitaire, ce combat s'inscrit aujourd'hui dans une logique d'action publique structurée. La question n'est désormais plus celle de la reconnaissance, déjà acquise sur le plan constitutionnel, mais celle de l'effectivité et de la mise en œuvre concrète. Dans ce sens, le secrétaire général du HCA a mis l'accent sur « la consolidation et l'ancrage de la place de la langue amazighe dans le cadre de sa généralisation progressive », notamment dans les secteurs de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et des médias.

LA SPHERE INSTITUTIONNELLE COMME HORIZON STRATÉGIQUE
Dans cette perspective, nombreux sont ceux qui considèrent que la

généralisation de l'enseignement de tamazight constitue un levier central, tant elle conditionne la transmission intergénérationnelle, la production de savoirs, la recherche scientifique et l'émergence d'une langue pleinement fonctionnelle dans la société contemporaine. Toutefois, l'enjeu dépasse aujourd'hui le cadre scolaire pour s'inscrire dans un horizon stratégique plus large : l'usage de tamazight dans la sphère administrative et institutionnelle. À ce titre, la signalétique, les documents officiels, les services publics et la communication institutionnelle représentent autant de champs où la langue peut évoluer du statut de symbole à celui d'outil vivant de citoyenneté.

En attendant, les célébrations organisées à travers le pays rappellent que Yennayer demeure profondément enraciné dans la vie sociale, tout en témoignant d'un patrimoine immatériel riche, fondé sur le lien à la terre, à la mémoire historique et à la solidarité communautaire. En ce sens, l'identité amazighe apparaît moins comme un facteur de différenciation que comme un ciment de l'unité nationale. En la consacrant institutionnellement tout en la célébrant dans sa diversité régionale, l'Algérie affirme une vision inclusive et apaisée de son identité. Yennayer 2976 n'est plus seulement la porte de la nouvelle année : il est devenu un repère politique et culturel majeur, où se rejoignent histoire, citoyenneté et projet national.

Cheklat Meriem



DIVERSITÉ CULTURELLE À BORDJ BOU ARRÉRIDJ ET MILA

Diverses activités reflétant la fierté de l'identité nationale et la richesse culturelle ont été organisées dimanche dernier dans les wilayas de Bordj Bou Arréridj et de Mila dans le cadre des célébrations du Nouvel An amazigh, Yennayer 2976, symbole d'appartenance à l'identité nationale et amazighe.

À Bordj Bou Arréridj, la commune d'Ouled Sidi Ibrahim a accueilli les festivités sous le slogan « Yennayer brille pour une Algérie nouvelle et victorieuse ». Le wali Kamel Nouicer, en présence des autorités locales, a inauguré la cérémonie d'ouverture, marquée par de nombreuses expositions mettant en valeur le patrimoine local et illustrant l'attachement profond des habitants à leur identité culturelle.

Le wali a visité différents pavillons présentant des produits agricoles,

l'artisanat féminin rural, des plats et vêtements traditionnels, ainsi que des objets artisanaux mettant en avant les spécialités locales. Des expositions de livres et de manuscrits berbères ont été organisées, accompagnées de dégustations de plats traditionnels préparés spécialement pour l'occasion, soulignant la richesse et la diversité du patrimoine culturel de la région.

Les habitants de Bordj Bou Arréridj accordent une grande importance à cette fête, étroitement liée aux activités agricoles et annonciatrice de récoltes abondantes. Les préparatifs incluent la confection de plats et pâtisseries traditionnels, la décoration des maisons et l'habillage des enfants en vêtements traditionnels, expression de leur identité culturelle.

À Mila, les célébrations se sont tenues à la maison de la culture Moubarek-El-Mili, avec la participation de plusieurs secteurs, notamment la culture et les arts, les affaires religieuses, la jeunesse et les sports, la formation professionnelle et l'éducation. Des associations locales ont présenté des spectacles artistiques et folkloriques, accompagnés d'expositions mettant en valeur l'histoire de la wilaya, ses costumes traditionnels et les plats préparés pour le Nouvel An amazigh dans différentes communes.

Ces manifestations témoignent de l'ancrage profond de Yennayer dans la vie sociale et culturelle de l'Algérie, consolidant la reconnaissance institutionnelle et populaire de l'identité amazighe.

Abir Menasria



ALGER16,
le quotidien
du Grand Public



TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

5 BIENFAITS DU FROID SUR LA SANTÉ

Si les températures de l'hiver vous font espérer l'été à chaque fois que vous sortez de chez vous, ces quelques bienfaits insoupçonnés du froid vous redonneront goût aux balades emmitouflées.

Incorrigeables frileux, passez votre chemin, les mots qui vont suivre pourraient vous glacer ! Si l'arrivée du froid vous fait redouter l'hiver, sachez qu'il peut également être très bon pour votre santé.

LE FROID VOUS AIDE À MIEUX DORMIR

L'hiver est l'ami de votre sommeil. Alors que de nombreux Français ont des difficultés à dormir et peinent à trouver le sommeil malgré une foule de stratégies adoptées pour s'endormir rapidement, le froid pourrait se révéler l'ami des petits dormeurs. Lorsque nous dormons, la température de notre corps diminue légèrement et ce phénomène est la clé d'un sommeil réparateur. L'hiver est donc particulièrement propice à un sommeil sain puisqu'il baisse les températures de nos chambres et favorise un endormissement dans de bonnes conditions. Il est d'ailleurs recommandé de dormir dans une chambre dans laquelle la température n'excède pas 19°.

UN BRÛLE-GRAISSE MIRACULEUX ?

Dans notre corps sont stockés deux types de graisses, celle qu'on dit « blanche », qui s'accumule et est responsable du surpoids et de l'obésité, et la « brune ». Cette dernière est indispensable au bon fonctionnement de notre organisme puisque c'est elle qui fournit l'énergie dont le corps a besoin. Or selon une étude réalisée en 2014 et publiée dans la revue Cell Metabolism, il semblerait que sous l'effet du froid, la graisse blanche indésirable se

transformerait en graisse brune, plus facilement éliminable. Plutôt qu'un long régime, il suffirait alors de passer un peu de temps dehors. D'autres chercheurs ont d'ailleurs prouvé que passer 15 minutes à grelotter dans le froid équivaut à une heure d'activité sportive. Il est temps d'aller se confronter au froid !



LE FROID AMÉLIORE VOTRE CIRCULATION SANGUINE

Dans certains pays, finir sa douche par un jet d'eau froide sur tout le corps est une pratique très courante. Et pour cause, le froid produit des effets miraculeux sur la santé. L'eau froide directement sur la peau provoque un phénomène de vasodilatation. En d'autres termes, elle permet aux vaisseaux sanguins de s'élargir, permettant ainsi de mieux laisser circuler le sang. Outre une meilleure oxygénation des organes, ce phénomène permet également de limiter l'apparition de varices disgracieuses.

LA CRYOTHÉRAPIE, QUAND LE FROID SOIGNE

Depuis toujours, le froid est recommandé par les médecins pour réduire les inflammations. De cette méthode ancestrale est née une science : la cryothérapie. Utilisé chez les sportifs de haut niveau mais également chez tous ceux qui peuvent en avoir besoin, le froid permet également de réduire la douleur.

LE FROID VOUS RAPPROCHE DES GENS QUE VOUS AIMEZ

Cette étude insolite ne mérite que d'être vérifiée, en pratique, cet hiver. Selon une publication parue dans la revue Plos One en 2012, le froid provoquerait chez nous une envie de nous isoler et de nous calfeutrer au chaud. Mais le deuxième effet de ce réflexe naturel serait de nous pousser à contacter nos proches. Nous passerions ainsi plus de temps au téléphone en plein hiver ou lorsque les conditions climatiques ne sont pas idéales, qu'en plein été lorsque la chaleur nous pousse hors de chez nous.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazair
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
621.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: UN SEUL JOURNAL

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

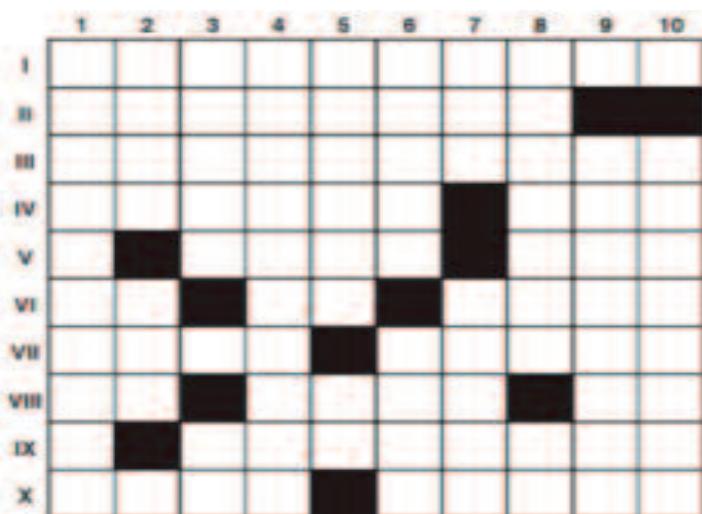
ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger



020 10 23 68

Mots Croisés N°1321



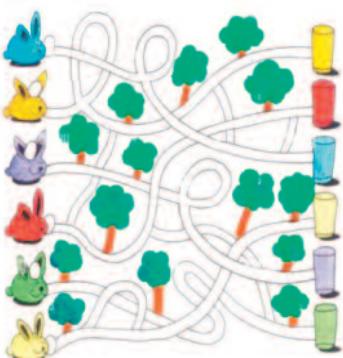
HORIZONTALLEMENT

- I. Crac Boum Hie, comme le chantait Jacques Dutronc.
- II. Il dépend de son commandant.
- III. C'est tout flou !
- IV. Equilibre un flux. Prénom du père de Nestor.
- V. Chef arabe. Particule atomique.
- VI. Possesseur. Les deux extrémités de l'eunuque. Prénom féminin.
- VII. Bagatelle. Conforme à la loi.
- VIII. En plein dedans. Parfois d'ivoire. Un demi-gamin de Paris.
- IX. Cristal de grâce.
- X. Entreprise en solo. Plaque tout.

VERTICALEMENT

1. L'ex-dame du téléphone, dans les années 50.
2. Pris dans les glaces. Premier département de France.
3. Monnaie d'échange internationale. Un tout petit peu de brioche.
4. Hors norme.
5. Un prénom de Poulaïn, au cinéma. Langue du sud.
6. Pistolet électrique. Prénom féminin.
7. Jamais vieux. Changeait d'air.
8. Changement de peau. Dieu solaire.
9. Relatif au nouveau-né.
10. Signal sonore.

CHOISI LE BON CHEMIN



SOLUTION N°1320

I	C	R	E	P	I	T	A	N	T
II	H	E	M	A	T	U	R	I	E
III	A	T	E	R		B	A	V	E
IV	U	R	U	O	C		G	E	
V	S	A	N	I	A	G	O	D	
VI	S	I	N	P	A	N	S	E	
VII	E	T	A	T	I	S	A	I	T
VIII	N	A	T	A	T	O	I	R	E
IX	I	N	E	P	U	I	S	E	S
X	E	T	R	I	L	L	E	N	T
	R	E	S	S	A	S	S	E	E

PHOTO DU JOUR



SOLUTION N°1320

8	1	3	7	2	9	4	6	5
2	5	4	8	3	6	1	7	9
7	6	9	5	4	1	8	2	3
3	8	1	9	6	2	5	4	7
9	4	5	3	1	7	6	8	2
6	2	7	4	8	5	3	9	1
1	9	8	6	7	3	2	5	4
5	3	6	2	9	4	7	1	8
4	7	2	1	5	8	9	3	6

MOTS MÊLÉS

O	W	G	O	Q	T	E	R	C	E	S	P	E	G	B
N	E	I	O	G	U	E	T	S	E	V	O	L	R	H
C	S	P	N	G	A	I	E	N	O	R	T	U	Y	S
L	O	S	O	K	A	R	D	L	A	M	I	A	F	E
E	R	I	S	U	Y	R	D	D	C	T	O	S	F	R
R	C	R	U	I	V	E	A	H	I	D	N	F	O	P
O	I	I	M	E	M	A	O	Z	R	T	I	N	O	E
D	E	U	E	O	U	I	N	A	K	R	C	N	D	N
E	R	S	R	D	X	G	L	T	G	A	O	H	O	T
L	P	T	L	P	E	D	O	O	A	A	B	C	R	A
B	G	O	E	R	U	A	P	R	N	R	R	A	E	R
M	M	A	T	O	G	P	Y	B	B	O	D	O	N	D
U	U	E	P	T	I	M	A	R	A	U	D	E	U	R
D	R	O	N	H	E	R	C	R	O	U	T	A	R	D
D	I	R	G	A	H	R	S	U	G	A	M	I	N	A

ANIMAGUS
ARAGOG
AZKABAN
BRUIT
CHOIXPEAU
CROUTARD
DECOR
DOBBY
DRAGO
DUMBLEDORE
EPOUVANTARD

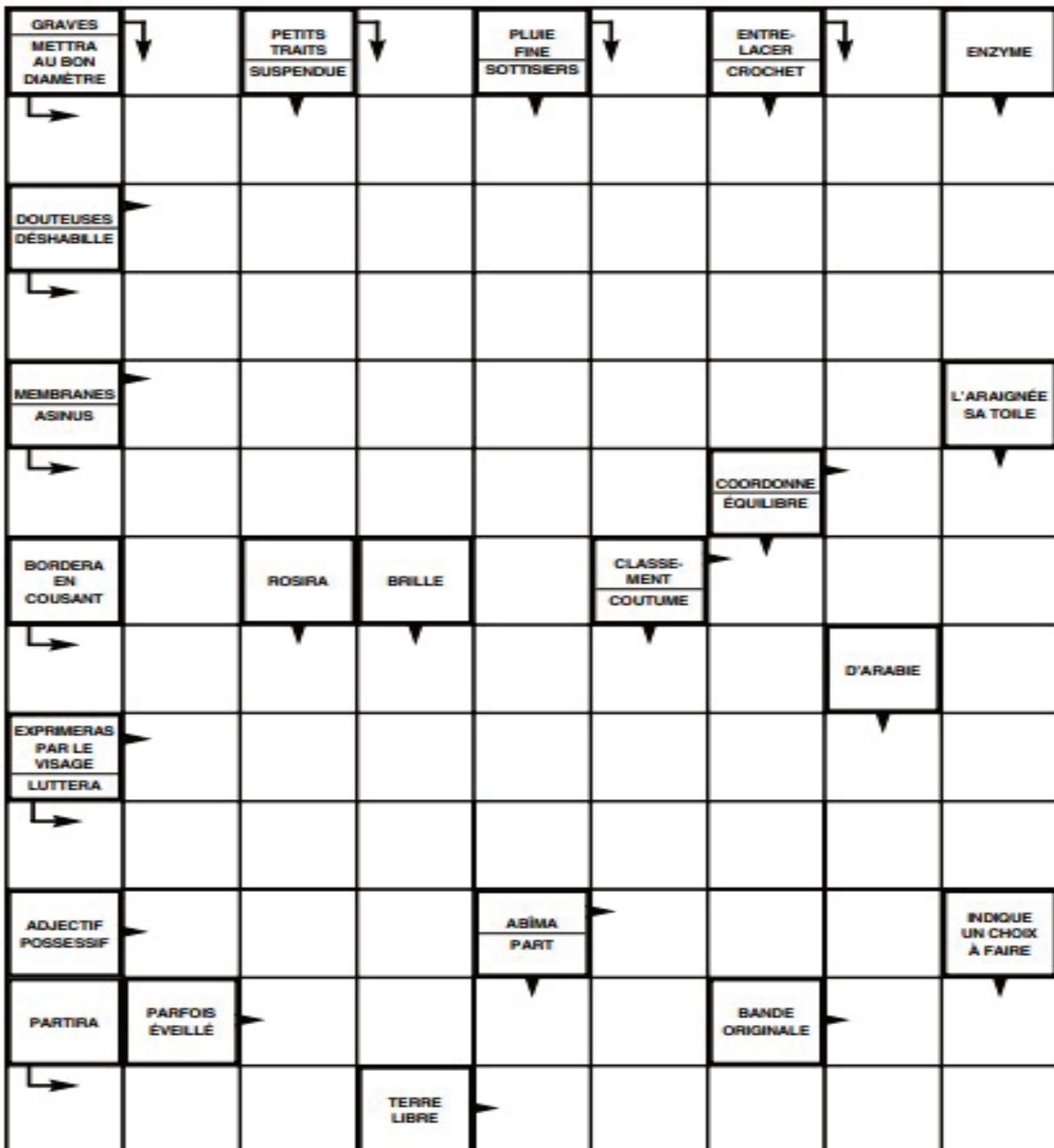
GAROU
GRYFFONDOR
HAGRID
HIPPOGRIFFE
MARAUDEUR
MOLDU
ONCLE
POTION
DRAGO
DUMBLEDORE
EPOUVANTARD

ROGUE
RON
SAULE
SECRET
SERPENTARD
SIRIUS
SORCIER
TANTE
VESTE
VOLDEMORT
WINKY

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS n°1306

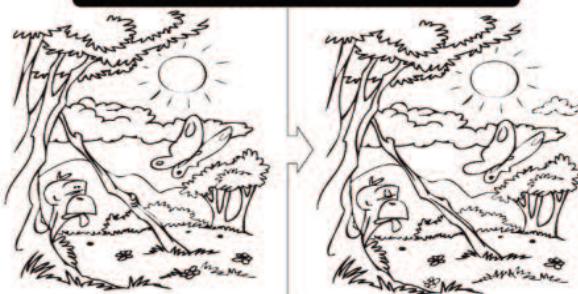
Le mot-mystère est : architecte

Mots Fléchés N°1230



ALGER16
Votre journal!

LES 7 ERREURS



SOLUTION N°1229

J	G	E	D	C	P
C	A	T	S	T	R
A	T	A	S	T	O
S	T	R	O	P	H
T	O	P	H	E	E
R	E	E	E	S	
O	E	T	T	E	
N	E	A	E	N	
A	N	N	N	D	
T	E	E	E	R	

SUPERCOUPE D'ESPAGNE

BARCELONE DOMINE LE CLASICO ET REPART AVEC LE TROPHEE

La finale de la Supercoupe d'Espagne 2025 entre le FC Barcelone et le Real Madrid a démarré sur un rythme effréné à Djeddah. Rapidement maîtres du ballon, les Catalans ont cherché à étirer le bloc madrilène grâce aux courses de Lamine Yamal et de Raphinha, tandis que le Real misait sur des transitions rapides pour lancer Vinicius Júnior.

Le Brésilien a d'ailleurs provoqué la première frayeur avec un contrôle orienté de grande classe, mais sa frappe trop écrasée n'a pas inquiété Joan García (14e). Progressivement, le Barça a imposé sa

domination territoriale. Courtois a été sollicité à plusieurs reprises, notamment sur une demi-volée de Raphinha (27e) puis sur une tentative en angle fermé de Fermín López (40e), signes d'une emprise de plus en plus nette des Blaugranas. Cette supériorité a fini par se traduire au tableau d'affichage à la 36e minute. Après avoir manqué un face-à-face quelques instants plus tôt, Raphinha s'est montré clinique : servi sur la gauche par Fermín López, il a fixé Tchouaméni avant d'enrouler une frappe du gauche au ras du poteau, hors de portée de Courtois.

Logiquement devant, Barcelone a continué à pousser, mais le Real est resté à l'affût. Dans une fin de première période totalement débridée, les Madrilènes ont profité d'un éclair individuel pour recoller. Vinicius Júnior a éliminé successivement Koundé et Cubarsi avant

de battre
Joan
García
d'une frappe
sèche (45e+2).

La réponse catalane a été immédiate : sur une passe lumineuse de Pedri, Lewandowski a redonné l'avantage au Barça d'un subtil piqué (45e+4). Mais le scénario fou s'est poursuivi jusqu'au bout du temps additionnel, Gonzalo García égalisant à son tour sur corner après une tête repoussée sur le poteau (45e+6).

RAPHINHA EN HEROS

Au retour des vestiaires, l'intensité n'a pas faibli et le match est reparti sur des bases tout aussi élevées. Plus entreprenant, le Real a multiplié les combinaisons rapides entre Vinicius et Rodrygo. Le Brésilien est passé tout près du doublé, voyant d'abord sa frappe repoussée par Joan García avant de manquer le cadre sur le second ballon (51e). Le gardien barcelonais s'est ensuite illustré par une parade décisive sur une tentative à ras de terre, empêchant Madrid de prendre l'avantage pour la première fois (63e).

De son côté,
Barcelone a

continué à confisquer le ballon, cherchant patiemment la faille face à un bloc madrilène plus compact. Lamine Yamal s'est illustré à son tour, mais sa reprise a terminé dans les gants de Courtois (71e). La décision est finalement intervenue sur une action confuse mais décisive. À la suite d'une combinaison axiale, le ballon a échoué involontairement sur Raphinha à l'entrée de la surface. En glissant, le Brésilien a frappé, sa tentative étant déviée par Asencio et prenant Courtois à contre-pied. Un doublé pour Raphinha, synonyme de but victorieux (73e).

La fin de match a été marquée par une tension extrême. Après une récupération appuyée de Kylian Mbappé, entré en jeu, dans les pieds de Yamal, Frenkie de Jong a fauché le numéro 10 madrilène et a été expulsé directement (90e+1). Réduit à dix, le Barça a résisté avec sang-froid, repoussant les dernières offensives madrilènes, notamment par Carreras (90e+5, 90e+7) et Alaba de la tête (90e+8).

Au terme d'une finale spectaculaire et riche en rebondissements, le FC Barcelone s'est imposé 3-2 et a soulevé une Supercoupe d'Espagne mémorable, portée par le doublé de Raphinha et la solidité collective catalane dans les moments clés.

A.Amine



TENNIS

Sabalenka débute sa saison avec un 2^e titre à Brisbane

La n°1 mondiale Aryna Sabalenka a une nouvelle fois imposé sa puissance, dimanche dernier à Brisbane, en dominant l'Ukrainienne Marta Kostyuk (26e) 6-4, 6-3.

Une finale à forte charge symbolique, marquée par les tensions politiques, qui a vu la Bélarusse remporter le tournoi pour la deuxième année

consécutive. Si sa force brute reste sa marque de fabrique, Sabalenka estime avoir franchi un cap. "J'ai modifié mon jeu. Je ne suis plus seulement agressive, je peux aussi défendre, monter au filet, utiliser le slice. J'ai trouvé du toucher", a-t-elle expliqué, satisfaite de voir son évolution porter ses fruits. La Bélarusse se projette déjà vers l'Open d'Australie, où elle tentera de décrocher un troisième titre à partir de dimanche, après avoir été

surprise l'an dernier en finale par Madison Keys.

En face, Marta Kostyuk, tombée de trois joueuses du Top 10 cette semaine -Amanda Anisimova, Mira Andreeva et Jessica Pegula-, a longtemps résisté avant de céder face à la cadence imposée. Menée 3-0, elle est revenue à 3-3, mais à 4-4, Sabalenka a enchaîné cinq jeux consécutifs pour s'adjuger le premier set puis prendre le large dans le second. Solide sur ses mises en jeu, la Bélarusse a conclu sans trembler pour décrocher le 22e titre de sa carrière.

Comme depuis le début de la

guerre en Ukraine en 2022, Kostyuk a refusé de serrer la main de son adversaire et est restée silencieuse lors de la remise des trophées, grimaçant lorsque Sabalenka l'a félicitée.

"C'est leur position, que puis-je faire?", a commenté sobrement la lauréate. Kostyuk, elle, a assumé son engagement : "Je joue chaque jour avec un poids sur le cœur. Des milliers de personnes n'ont ni électricité ni eau chaude. Il fait -20°C. C'est une réalité douloureuse", a-t-elle déclaré, donnant à cette finale une portée bien au-delà du court.



CAN-2025/DERNIER MATCH DE L'ALGÉRIE FACE AU NIGERIA

LA FAF DÉPOSE PLAINE CONTRE L'ARBITRAGE

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé avoir déposé une plainte officielle auprès de la Confédération africaine de football (CAF) et de la Fédération internationale de football (FIFA) à la suite de l'arbitrage du dernier match de l'équipe nationale lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025.

Dans un communiqué rendu public ce lundi, l'instance

fédérale a indiqué que cette démarche s'accompagne d'une demande d'ouverture d'une enquête et de la prise de mesures appropriées, conformément aux règlements en vigueur. La FAF estime que la prestation arbitrale



observée lors de cette rencontre « a suscité de nombreuses interrogations et une profonde incompréhension », soulignant que certaines décisions « ont porté atteinte à la crédibilité de l'arbitrage africain » et ne contribuent pas à la valorisation du football continental sur la scène internationale.

Parallèlement, la Fédération a appelé à la mobilisation et à l'unité autour de l'équipe nationale, engagée, selon elle, dans une phase de reconstruction et de progression. « La prochaine étape exige sérénité et soutien de tous, d'autant plus que des échéances

importantes approchent dans moins de cinq mois, notamment les phases finales de la Coupe du monde », précise le communiqué.

La FAF a également salué « l'engagement et le sérieux » des joueurs ainsi que du staff technique tout au long de la compétition, tout en insistant sur la nécessité de tirer les enseignements de cette participation afin de consolider le travail accompli et de mieux préparer les prochaines échéances, dans l'objectif de revenir avec une équipe plus compétitive.

En conclusion, l'instance fédérale a remercié les supporters, les médias et les autorités publiques pour leur soutien, renouvelant sa pleine confiance au groupe et à l'ensemble des acteurs œuvrant pour le développement du football national.

Pour rappel, la sélection algérienne a été éliminée en quarts de finale de la CAN 2025 par le Nigeria, sur le score de 2-0.

A. Amine



COUPE D'ALGÉRIE (8^{es} DE FINALE)

MC ALGER – ES BEN AKNOUN

L'AFFICHE DU JOUR

Les phases aller des Ligues 1 professionnelle et 2 amateur bouclées, place à la poursuite de la Coupe d'Algérie, cette semaine, avec la programmation des huitièmes de finale qui s'étaleront jusqu'à samedi 17 janvier.

Aujourd'hui, le spectacle est annoncé du côté de Douéra au stade Ali-Ammar qui abritera le derby MC Alger – ES Ben Aknoun. Les Mouloudéens qui viennent d'être distingués du titre honoraire de champions d'hiver avec 35 points dont 12 longueurs d'avance sur le poursuivant immédiat, le CR Belouzdad, sont logiquement grands favoris de cette empoignade d'autant plus qu'ils se produisent devant leurs fidèles supporters. Ces derniers garniront certainement les tribunes jusqu'à la dernière place pour apporter leur soutien actif à leur équipe fétiche, comme ils l'ont toujours fait. La mission de l'ES Ben Aknoun s'annonce difficile mais dans ce genre de rencontre, on n'est jamais à l'abri d'une surprise, comme en ont souvent réservé les caprices de Dame Coupe. De toutes les façons, la bande à Zeghdoud jouera certainement sans pression et décomplexée, elle qui n'a absolument rien à perdre de plus que cette victoire



dont les pronostics la privent par avance. Hachoud et consorts feront certainement l'impossible pour tenter de contredire ce préjugé. Et malgré cet écarts dans les statuts qui sépare les deux équipes, l'ES Ben Aknoun est encore loin d'avoir perdu avant que le match ne se joue. Elle reste une équipe très accrocheuse capable des exploits les plus inattendus, en témoigne son parcours dans le championnat où elle s'affirme avec modestie à la 9^e place avec 21 points, soit à juste 3 unités du grand Chabab, le dauphin. Et dans un duel décisif où tout se joue, l'ES Ben Aknoun pourrait bien défier la logique. L'enjeu pourrait à lui-même lui servir de meilleur stimulant. Et quant on voit qui est en face, la détermination ne devrait que s'accentuer pour cette jeune équipe communale. Reste maintenant au terrain de trancher.

LE CHOC DE L'EST, CSC – ESS, VENDREDI

A signaler que ce tour entamé, hier soir, avec l'autre choc de ce premier acte, USM Alger – USM El Harrach, se poursuivra après-demain avec trois

autres rencontres au programme. Il est question du CA Batna de la Ligue 2 qui recevra le Paradou AC au stade du 1er-Novembre de Batna. Un beau duel en perspective entre deux équipes qui se valent, avec d'un côté un sérieux prétendant à l'accession et de l'autre, une académie qui, malgré son classement actuel en Ligue 1, reste une formation qui pratique un beau football. La seconde rencontre de jeudi opposera l'ES Mostaganem à la JS Saoura, un match entre sociétaires de

la Ligue 1 ouvert à toutes les probabilités, surtout que l'ESM est contrainte de recevoir son vis-à-vis au stade Boumezrag de Chlef, vu l'état lamentable de la pelouse de son terrain. Et puis, il y a ce CR Belouzdad – ASM Oran domicilié au stade Nelson-Mandela de Baraki. Bien curieuse décision de la Ligue de désigner deux rencontres sur cette même pelouse à deux jours d'intervalle, sachant qu'elle devra accueillir également le samedi d'après la finale de la Supercoupe d'Algérie entre l'USMA et le MCA, le stade du 5-Juillet n'ayant pas été utilisé depuis la rencontre de la dernière journée de la phase aller du championnat entre le CRB et la JSK. Mais c'est là, une tout autre question. Bref, dans cette opposition, le CRB ne devrait pas avoir beaucoup de soucis à se faire pour venir à bout de cette modeste ASMO qui peine même à s'imposer en Ligue 2. Mais, en foot, il restera toujours ce mais de sait-on jamais. A noter enfin que les trois oppositions restantes de ces huitièmes de finale se joueront vendredi en ce qui concerne le big choc de l'Est entre le CS Constantine et l'ES Sétif, au stade Abdelmalek, et ASO Chlef – MC Saïda, et samedi au stade de l'Unité Maghrébine pour Jbejaïa – NA Hussein Dey. Djaffar C.

EQUIPE TYPE DE LA 15^e JOURNÉE

Le CSC et la JSK dominent !

Dans l'équipe type de la 15^e journée retenue par la commission de la Ligue de football professionnel (LFP), il en ressort que le CS Constantine, difficile vainqueur de la JS Saoura (1 – 0) à Constantine, et la JS Kabylie, tombeur du CRB (0 – 1) chez lui, au stade du 5-Juillet, sont les seuls clubs qui sont représentés par deux joueurs. Il s'agit de Merbah, le gardien qui revient en force après une année sabbatique suite à sa méchante blessure, Mahious, l'auteur du but de son équipe, pour la JSK, et Dib, également buteur, ainsi que l'arrière gauche Baouche pour le CS Constantine. Le reste de l'équipe type retenue pour cette 15^e journée est composée de Halaimia, l'arrière droit du MCA, une charnière centrale qui réunit Alijet de l'USMA et Oussama Yerou du MC El Bayadh, un milieu qui est complété par Benzid du MB Rouissat et Abdelkader du Paradou AC, tandis que sur les ailes, on retrouve Zerrouki de l'ES Sétif à droite et Aliane du MC Oran à gauche. D. C.

PROGRAMME

Aujourd'hui

- MCA - ESM (19h00)
Jeudi
- CAB - PAC (14h00)
- ESM - JSS (16h00)
- CRB - ASMO (19h00)
Vendredi
- ASO - MCS (16h00)
- CSC - ESS (16h00)
Samedi
- JSMB - NAHD (14h00)



QUITO - La police équatorienne a indiqué dimanche dernier avoir enquêté après la découverte de cinq têtes humaines exposées suspendues, et accompagnées d'un mot de mise en garde, sur une plage touristique du sud-ouest de l'Équateur récemment secouée par une vague de violences.

LONDRES - Le nombre d'homicides est tombé l'an dernier à son plus bas niveau depuis 2014 à Londres, selon les chiffres publiés lundi dernier par la police londonienne.

MASERU - Le Lesotho et la Chine ont réaffirmé leur engagement à faire progresser leur partenariat stratégique global à un niveau supérieur et à en faire un modèle d'échanges amicaux et de développement commun entre des pays aux conditions nationales et aux systèmes différents, selon un communiqué de presse conjoint publié dimanche dernier.

BUENOS AIRES (Argentine) - Des feux de forêt en Patagonie ont ravagé près de 15.000 hectares depuis lundi dernier, et des centaines de pompiers et volontaires s'activaient toujours ce dimanche pour contenir les flammes.

KINSHASA - Les violents combats qui opposent les Forces de défense de la République démocratique du Congo (RDC) au groupe armé M23 dans le Sud-Kivu, à l'est de la RDC, entrent dans la lutte contre l'épidémie de Mpox dans cette province, indiquant les autorités sanitaires locales.

À L'OCCASION DU NOUVEL AN AMAZIGH

LE CHEF DE L'ÉTAT PRÉSENTE SES VŒUX AU PEUPLE ALGÉRIEN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, dimanche dernier, ses meilleurs vœux à l'ensemble du peuple algérien, à l'intérieur du pays et à l'étranger, à l'occasion du Nouvel An amazigh 2976. "Meilleurs vœux à l'ensemble du peuple algérien, à

l'intérieur du pays et à l'étranger, à l'occasion du Nouvel An amazigh. Puisse l'Algérie demeurer, chaque année, victorieuse et fière, par la volonté d'Allah. Aseggas Ameggaz", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.



GROGNE DES TRANSPORTEURS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION REMET SON RAPPORT AU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche dernier, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, qui lui a remis un rapport sur le déroulement de la rencontre au cours de laquelle il a reçu les syndicats et les représentants du secteur des transports. Ce document retrace les échanges intervenus avec les

représentants des transporteurs, leurs principales revendications ainsi que les pistes de solutions évoquées. Avec la remise de ce rapport et l'annonce de la reprise officielle et des activités des transporteurs, le mouvement de grève qui avait perturbé le secteur ces derniers jours semble désormais définitivement clos.

Ont assisté à cette rencontre, M. Boualem Boualem, directeur de Cabinet à la présidence de la République, ainsi que M. Mustapha Saïdi, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques.

R. N.

UNE MENACE POUR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

LE TRAFIC DE DROGUE : UNE PARTIE INTÉGRANTE D'UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE DU MAKHZEN ET MENACE

Un rapport publié hier par le site «N'oubliez pas le Sahara occidental» a mis en évidence la poursuite à grande échelle du trafic de drogue lié au Maroc, affirmant que ce phénomène ne relève plus d'une simple criminalité marginale, mais constitue désormais une



composante d'une économie parallèle profondément enracinée, qui menace la communauté internationale. Intitulé «Trafic de drogue : la dimension stratégique d'une économie marocaine parallèle», le rapport souligne que la production de cannabis au Maroc s'est développée au fil des décennies pour atteindre un niveau industriel, bénéficiant d'une tolérance institutionnelle persistante, permettant aux réseaux de trafic d'opérer de manière organisée et de générer des profits considérables en l'absence de tout contrôle financier ou institutionnel. Le phénomène ne se limite pas au marché intérieur, précise la source, l'Europe étant devenue une destination majeure de ces flux. Le rapport relève une escalade de la violence liée aux gangs armés

étrangers dans plusieurs pays européens, illustrant la dimension internationale de cette criminalité transfrontalière de grande ampleur, désormais érigée en enjeu sécuritaire et judiciaire nécessitant une mobilisation internationale globale. Le document affirme que les revenus issus du trafic ne servent pas uniquement à soutenir les réseaux criminels, mais sont également utilisés pour la négociation, le chantage, ainsi que le financement de groupes de pression et d'activités illégales, élargissant le champ de l'économie parallèle et la transformant en outil stratégique du système du Makhzen. Il ajoute que la poursuite et l'extension des activités illégales, professionnalisées au fil des générations, les font

passer d'un simple dysfonctionnement du système à une source de corruption financière généralisée, menaçant la stabilité des pays voisins, notamment en Afrique du Nord, au Sahel et en Europe, et alimentant les tensions sociales et sécuritaires. Selon le rapport, le Maroc ne s'est pas contenté de produire

du cannabis localement, mais est devenu un centre logistique majeur du trafic international, s'appuyant sur un réseau de routes clandestines incluant l'acheminement de quantités de cocaïne, en plus de la résine de cannabis, vers les marchés européens et africains. Ces itinéraires comprennent des embarcations de contrebande équipées, des routes terrestres à travers les zones désertiques, des hélicoptères traversant le détroit de Gibraltar et, dans des cas documentés, des tunnels reliant le Maroc à Ceuta. Le document précise que ces infrastructures ne relèvent pas d'initiatives improvisées, mais traduisent une coordination méthodique et des capacités techniques avérées, plaçant la responsabilité non seulement

sur les réseaux de trafic, mais aussi sur les parties complices censées assurer la surveillance des frontières et le respect des lois internationales. Il qualifie le trafic de drogue lié au Maroc de composante d'une géopolitique non conventionnelle, comparable, par ses effets, à l'instrumentalisation de la migration comme outil de chantage et de négociation pour obtenir un soutien par la pression en vue de légitimer l'occupation du Sahara occidental, soulignant que nier cette dimension constituerait une erreur grave.

Le rapport conclut que l'implication du Maroc dans le trafic de drogue et l'inondation de nombreux pays par ces substances toxiques ne relèvent plus d'une simple activité criminelle, mais sont devenues un moteur silencieux d'une économie informelle exploitant la faiblesse des institutions et un effondrement structurel du système du Makhzen, où frontières et ports se transforment en couloirs ouverts à la contrebande, les marchés locaux en espaces de blanchiment d'argent, et la société civile en victime directe des effets d'une violence et d'une corruption endémiques, révélant une profonde crise institutionnelle.

APS